

Province de Liège

BULLETIN PROVINCIAL

Périodique

Sommaire

Pages

**N°16 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

*Arrêté de police du Gouverneur du 14 avril 2020 concernant l'organisation
des funérailles, abrogeant celui du 25 mars 2020.*

48

**N°16 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

Arrêté de police du Gouverneur du 14 avril 2020 concernant l'organisation des funérailles, abrogeant celui du 25 mars 2020.



Gouverneur de la province de Liège

ARRÊTÉ DE POLICE

Le Gouverneur de la province de Liège

Vu la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et en particulier son article 5, §1^{er}, e) ;

Vu la déclaration de l'OMS de l'état d'urgence de santé publique de portée internationale (USPPI) en date du 30 janvier 2020 ;

Vu la loi du 6 mars 1818 relative aux peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales ou communales ;

Vu la loi provinciale du 30 avril 1836, l'article 128 ;

Vu le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale ;

Vu l'urgence et le risque sanitaire que représente le nouveau coronavirus pour la population belge ;

Vu l'Arrêté Ministériel du 3 avril 2020, portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Vu la demande de Monsieur le Ministre du logement, des Pouvoirs locaux et de la ville de Wallonie, laquelle relaie la demande exprimée par la Fédération wallonne des Entrepreneurs de Pompes Funèbres ;

Vu l'avis positif du Ministre-Président de la Communauté germanophone, Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances ;

Vu l'Arrêté de police du 25 mars 2020 relatif à l'organisation de funérailles pendant la période de confinement décidée en vue de limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Considérant le principe de précaution qui implique que lorsqu'un risque grave et potentiel ayant un certain degré de probabilité a été détecté, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures de protection urgentes et provisoires au niveau le plus approprié pour ce faire ;

Considérant la propagation de plus en plus importante du nouveau coronavirus COVID-19 ;

Considérant les difficultés des entreprises de pompes funèbres à assurer le respect des mesures de confinement décidées par le Gouvernement fédéral au travers de l'Arrêté Ministériel du 3 avril 2020 précité ;



Considérant que le non-respect potentiel de ces mesures fait courir un risque majeur aux membres du personnel des entreprises de pompes funèbres dans l'exercice de leurs missions ;

Considérant qu'en sus, les rassemblements de personnes à un même endroit favorisent la propagation du virus de sorte qu'ils doivent être strictement règlementés, sous toutes les formes qu'ils peuvent revêtir ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures afin d'assurer l'exercice des missions liées à l'activité de pompes funèbres dans des conditions sanitaires maîtrisées et, partant, assurant la pérennité de ce service indispensable ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – L'arrêté de police du 25 mars 2020 relatif à l'organisation de funérailles pendant la période de confinement décidée en vue de limiter la propagation du coronavirus COVID-19 est abrogé.

Article 2 – Le transport de tout défunt ne peut être réalisé que par les entreprises de pompes funèbres agréées et à destination d'une chambre mortuaire qu'elles abritent. Tout retour de défunt à domicile est interdit.

Article 3 – Les périodes de visites ou de condoléances sont remplacées par une seule période de recueillement s'étendant sur une plage horaire d'une heure, sur rendez-vous, à convenir entre l'entreprise de pompes funèbres et la famille du défunt.

Pour l'organisation de ladite période, l'entreprise de pompes funèbres veille à mettre à disposition le salon funéraire le plus vaste dont elle dispose afin de pouvoir assurer le respect de la distanciation sociale telle que visée à l'article 1^{er}, § 1^{er} de l'Arrêté Ministériel du 3 avril 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19.

Un maximum de cinq personnes issues du cercle strictement familial du défunt est autorisé à participer simultanément à la période de recueillement.

Article 4 – Un maximum de quinze personnes est autorisé à participer aux funérailles d'un défunt, à partir de sa sortie du funérarium, jusqu'à l'inhumation ou à la crémation et dispersion. Ce nombre maximum comprend les opérateurs communaux et des pompes funèbres.

En cas de demande d'organisation d'une cérémonie confessionnelle ou non-confessionnelle, l'entreprise de pompes funèbres veille à répondre favorablement au souhait exprimé par la famille ou les ayants droit du défunt mais uniquement via une organisation en plein air. Toute cérémonie dans un lieu confiné est strictement proscrite.

Article 5 – Les autorités communales et les services de police sont chargés de faire appliquer le présent arrêté.



Article 6 – La Fédération wallonne des Entrepreneurs de Pompes Funèbres est chargée de diffuser l’information et les bonnes pratiques à l’ensemble de ses membres et à fournir un accompagnement pratique à la demande.

Article 7 – Chaque entreprise de pompes funèbres veille à ce que les coûts liés à l’organisation de funérailles soient strictement limités au service réellement assuré et sans surcoût, compte-tenu des restrictions imposées par le présent arrêté.

Article 8 – Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées des peines prévues à l’article 1^{er} de la loi du 6 mars 1818, modifiée par les lois du 5 juin 1934 et du 14 juin 1963 concernant les contraventions aux règlements administratifs.

Article 9 – Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement et sera affiché aux emplacements habituellement prévus pour les notifications officielles.

Article 10 – Le présent arrêté sera notifié sous pli ordinaire et par courriel.

Pour disposition :

- a) À l’ensemble des Bourgmestres de la province de Liège chargés de l’afficher sans délai ;
- b) À l’ensemble des zones de police de la province de Liège ;
- c) À Madame la Directrice Générale de la province de Liège ;
- d) À Monsieur le Procureur général et Messieurs les Procureurs du Roi de la province de Liège ;
- e) Au Collège provincial de la province de Liège.

Pour information :

- a) À la Première Ministre ;
- b) Au Ministre fédéral de la Sécurité et de l’Intérieur ;
- c) A la Ministre fédérale de la Santé publique ;
- d) Au Ministre-Président de la Wallonie ;
- e) Au Ministre-Président de la Communauté germanophone, Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances
- f) Au Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville de Wallonie ;
- g) Au Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;
- h) Au Centre de Crise national ;
- i) Au Centre de Crise régional ;
- j) Aux membres de la cellule de sécurité de la province de Liège;
- k) A l’ensemble des entreprises de pompes funèbres de la province de Liège (via les Bourgmestres) ;
- l) A la Fédération wallonne des Entrepreneurs de Pompes Funèbres.



Gouverneur de la province de Liège

Un recours en annulation, ainsi qu'un éventuel recours en suspension, peuvent être introduits par requête, auprès du Conseil d'Etat sis au 33, rue de la Science, 1040 Bruxelles ou électroniquement via le site : <https://leproadmin.raadvst-consetat.be/>, dans un délai de 60 jours à compter de la notification du présent arrêté, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973.

Liège, le 14 avril 2020

Hervé JAMAR

A handwritten signature in black ink, consisting of a vertical line with a large loop at the bottom and a smaller loop on the right side.



POLIZEIERLASS

Der Gouverneur der Provinz Lüttich

Aufgrund der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten und insbesondere ihres Artikels 5, § 1, e);

Aufgrund der Erklärung einer gesundheitlichen Notlage von internationaler Tragweite (GNIT) der WHO vom 30 Januar 2020;

Aufgrund des Gesetzes vom 6. März 1818 in Bezug auf die Strafen, die bei Übertretungen der allgemeinen Maßnahmen in Bezug auf die interne Verwaltung aufzuerlegen sind, und auf die Strafen, die durch Verordnungen der Provinzial- oder Gemeindebehörden festgelegt werden können;

Aufgrund von Artikel 128 des Provinzialgesetzes vom 30. April 1836;

Aufgrund des Vorsorgeprinzips im Rahmen der Verwaltung einer internationalen Gesundheitskrise;

Aufgrund der Dringlichkeit und des Gesundheitsrisikos, welches das neue Coronavirus für die belgische Bevölkerung darstellt;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 3. April 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19;

Aufgrund der Anfrage des Herrn Ministers der Wallonie für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte, der die Anfrage der Wallonischen Föderation der Bestattungsunternehmer weiterleitet;

Aufgrund der positiven Stellungnahme des Ministerpräsidenten der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Minister der lokalen Behörden und Finanzen;

Aufgrund des Polizeierlasses vom 25. März 2020 bezüglich der Organisation von Bestattungen während des beschlossenen Zeitraums der Ausgangsbeschränkungen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19;

In Erwägung des Vorsorgeprinzips, das impliziert, dass wenn ein schwerwiegendes und potenzielles Risiko mit einer gewissen Wahrscheinlichkeit entdeckt wurde, es den öffentlichen Behörden obliegt, dringende und einstweilige Schutzmaßnahmen auf angemessener Ebene zu treffen;

In der Erwägung, dass sich das neue Coronavirus COVID-19 stets weiter ausbreitet;

In Erwägung der Schwierigkeiten der Bestattungsunternehmen, die Einhaltung der von der Föderalregierung mittels des vorgenannten Ministeriellen Erlasses vom 3. April 2020 beschlossenen Maßnahmen der Ausgangsbeschränkung zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die potenzielle Nichtbeachtung dieser Maßnahmen das Personal der Bestattungsunternehmen einem ernst zu nehmenden Risiko bei der Ausführung ihrer Aufträge aussetzt;

In der Erwägung, dass darüber hinaus die Versammlung von Personen an einem gleichen Ort die Verbreitung des Virus begünstigt, so dass diese Versammlungen in allen erdenklichen Formen streng geregelt werden müssen;

In der Erwägung, dass Maßnahmen getroffen werden müssen, um die Ausführung der Aufträge der Bestattungsunternehmen in kontrollierten sanitären Bedingungen zu gewährleisten, und folglich das Weiterbestehen dieses unverzichtbaren Dienstes zu sichern;

ERLÄSST

Artikel 1 – Der Polizeierlass vom 25. März 2020 bezüglich der Organisation von Bestattungen während des beschlossenen Zeitraums der Ausgangsbeschränkungen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 wird aufgehoben;

Artikel 2 – Der Transport von verstorbenen Personen darf ausschließlich von anerkannten Bestattungsunternehmen zur ihrer Trauerhalle durchgeführt werden. Jegliche Rückkehr der Verstorbenen nach Hause ist untersagt.

Artikel 3 – Die Besuchs- oder Kondolenzperioden werden ersetzt durch eine einzige einstündige Andachtsperiode an einem Termin, der zwischen dem Bestattungsunternehmen und der Familie des Verstorbenen zu vereinbaren ist.

Bei der Organisation dieser Andacht achtet das Bestattungsunternehmen darauf, den größtmöglichen Raum zur Verfügung zu stellen, um die Einhaltung des Social Distancing gemäß Artikel 1, § 1 des Ministeriellen Erlasses vom 3. April 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 zu gewährleisten.

Höchstens fünf Personen des engen Familienkreises ist es gestattet, gleichzeitig an der Andacht teilzunehmen.

Artikel 4 – Höchstens 15 Personen ist es gestattet, an der Bestattung einer verstorbenen Person teilzunehmen, vom Verlassen des Bestattungsunternehmens bis zur Beerdigung oder Einäscherung und Verstreuung. Diese Höchstzahl schließt die kommunalen Bediensteten und das Personal des Bestattungsunternehmens mit ein.

Place Notger 2 • 4000 Lüttich • Tel.: +32 (0)4 279 33 34 • E-Mail: gouverneur@provincedeliege.be

www.gouverneur.provincedeliege.be
Folgen Sie dem Gouverneur auf



www.gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7645
Datenschutz-Grundverordnung

Im Falle einer Anfrage zur Organisation einer konfessionellen oder nicht-konfessionellen Zeremonie versucht das Bestattungsunternehmen, den Wünschen der Familie oder der Rechtsnachfolger zu entsprechen, aber ausschließlich mit einer Zeremonie im Freien. Jegliche Zeremonie in einem geschlossenen Raum ist streng verboten.

Artikel 5 – Die kommunalen Behörden und die Polizeidienste sind beauftragt, für die Durchsetzung des vorliegenden Erlasses zu sorgen.

Artikel 6 – Die Wallonische Föderation der Bestattungsunternehmer wird damit beauftragt, diese Information und die bewährten Verfahren an alle ihre Mitglieder zu verbreiten und auf Anfrage eine praktische Begleitung zu gewährleisten.

Artikel 7 – Jedes Bestattungsunternehmen achtet darauf, dass die mit der Organisation der Bestattung verbundenen Kosten streng auf die tatsächlich erbrachte Dienstleistung ohne Aufpreis begrenzt werden, angesichts der durch diesen Erlass auferlegten Beschränkungen.

Artikel 8 – Zuwiderhandlungen gegen vorliegenden Erlass werden geahndet mit Strafen, die in Artikel 1 des Gesetzes vom 6. März 1818, abgeändert durch die Gesetze vom 05. Juni 1934 und vom 14. Juni 1963, vorgesehen sind.

Artikel 9 – Vorliegender Erlass tritt sofort in Kraft und wird an den üblichen, für amtliche Bekanntmachungen vorgesehenen Stellen ausgehängt.

Artikel 10 – Vorliegender Erlass wird per gewöhnliche Post und per E-Mail zugestellt

zur weiteren Veranlassung:

- a) an alle Bürgermeister der Provinz Lüttich, die damit beauftragt werden, diesen ohne Verzug auszuhängen
- b) an alle Polizeizonen der Provinz Lüttich
- c) an die Generaldirektorin der Provinz Lüttich
- d) an den Generalprokurator und die Prokuratoren des Königs der Provinz Lüttich
- e) an das Provinzkollegium der Provinz Lüttich

zur Information:

- a) an die Premierministerin
- b) an den föderalen Minister der Sicherheit und des Innern
- c) an die föderale Ministerin der Volksgesundheit
- d) an den Ministerpräsidenten der Wallonie
- e) an den Ministerpräsidenten der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Minister der lokalen Behörden und Finanzen
- f) an den wallonischen Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
- g) an den Ministerpräsidenten der Föderation Wallonie-Brüssel
- h) an das nationale Krisenzentrum
- i) an das regionale Krisenzentrum

Place Notger 2 • 4000 Lüttich • Tel.: +32 (0)4 279 33 34 • E-Mail: gouverneur@provincedeliege.be

www.gouverneur.provincedeliege.be
 Folgen Sie dem Gouverneur auf



www.gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7645
 Datenschutz-Grundverordnung

- j) an die Mitglieder des Sicherheitsbüros der Provinz Lüttich
- k) an alle Bestattungsunternehmen der Provinz Lüttich (über die Bürgermeister)
- l) an die Wallonische Föderation der Bestattungsunternehmer

Eine Nichtigkeitsklage sowie eine etwaige Aussetzungsklage können per Antrag beim Staatsrat, 33 Rue de la Science, 1040 Brüssel oder elektronisch über die Website <https://leproadmin.raadvst-consetat.be> binnen einer Frist von 60 Tagen ab Notifizierung dieses Erlasses gemäß den koordinierten Gesetzen über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 einreich werden.

Lüttich, den 14. April 2020

Hervé JAMAR



Place Notger 2 • 4000 Lüttich • Tel.: +32 (0)4 279 33 34 • E-Mail: gouverneur@provincedeliege.be

www.gouverneur.provincedeliege.be
Folgen Sie dem Gouverneur auf



www.gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7645
Datenschutz-Grundverordnung